ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi, le 17 décembre 1968, par le Ministre de la Justice, agissant d'accord avec le Président de la Chambre des Représentants, d'une demande d'avis sur des amendements au projet de loi "modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des Chambres des notaires", (Chambre des Représentants, doc. 135, session 1965-1966), a donné en sa séance du 3 février 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e december 1968 door de Minister van Justitie, handelend in overleg met de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, verzocht advies te geven over amendementen op het ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de Kamers van notarissen", (Kamer van Volksvertegenwoordigers, gedr. st. 135, zitting 1965-1966), heeft de 3e februari 1969 het volgend advies gegeven :

Modification proposée à l'article 6 de la loi du 25 ventôse an XI.

L'amendement à l'article 4 de la loi du 25 ventôse an XI a pour conséquence de lier la définition de la résidence notariale à celle de l'étude du notaire.

La notion d'étude, que se propose de circonscrire l'article 4, alinéa 2, de la loi du 25 ventôse an XI, est distincte de celle de bureau, qui peut s'appliquer à une mise en commun, dans un même local, du personnel et des moyens de travail.

L'article 1erbis ouvre aux notaires la possibilité d'avoir, hors de leur résidence, un bureau distinct de leur étude. Il y a donc lieu de modifier l'article 6, 2°, de la loi du 25 ventôse an XI.

Le texte suivant est proposé :

"Article ...

Dans l'article 6, 2°, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 213 du 13 décembre 1935, les mots "ou un bureau" sont supprimés".

Article 1er bis.

Les amendements n'indiquent pas quelle place le Gouvernement entend donner au texte qui est contenu dans l'article 1er bis.

Le projet voté par le Sénat place le texte qui correspond à cet article dans un article 7bis nouveau de la loi du 25 ventôse an XI. Cette présentation paraît devoir être conservée.

.../...

Le texte contenu dans l'article lerbis devrait, dès lors, être précédé du liminaire suivant :

"Article ...,

Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 7bis. Sans préjudice ...".

Article 22bis (nouveau).

Dans la présentation du texte modificatif de l'article 1er de l'arrêté du 2 nivôse an XII, il est proposé, par souci d'uniformité, d'adopter une forme semblable à celle que le Gouvernement utilise dans les articles 22quater, 24bis et 24ter et de consacrer, en conséquence, un paragraphe distinct au remplacement de l'intitulé qui précède l'article 1er.

En outre, la formule "tribunal civil de première instance", littéralement reprise de l'arrêté du 2 nivôse an XII, ne correspond plus à la dénomination actuelle de cette juridiction. L'intention du Gouvernement serait plus fidèlement rendue si l'on remplaçait cette expression par la mention de l'arrondissement judiciaire.

Le texte suivant est proposé :

"Article 22bis. § 1er. L'intitulé qui précède l'article 1er de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires, est remplacé par l'intitulé suivant : "Compagnie et chambre des notaires".

.../...

§ 2. L'article 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.-

Il est établi, dans chaque arrondissement judiciaire, une compagnie, dotée de la personnalité juridique, groupant tous les notaires de l'arrondissement et une chambre des notaires pour leur discipline intérieure".

Article 22ter.

Par souci de concordance avec ce qui est fait dans l'article 22quater, il est suggéré de placer un intitulé avant l'article 1er bis nouveau de l'arrêté du 2 nivôse an XII.

Par ailleurs, dans le but de grouper, dans les §§ 1er et 2 de cet article 1er bis, l'ensemble des compétences et des missions légalement confiées à la Compagnie des notaires, il est proposé de compléter le § 1er pour y faire mention de la bourse commune.

Le texte suivant est proposé :

"Article 22ter. § 1er. L'intitulé suivant précède l'article 1er bis inséré dans le même arrêté : "Attributions de la Compagnie des notaires".

§ 2. Un article 1er bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 1er bis.

§ 1.

1° ...

2° ...

3° ...

4° ...

5° de consentir la bourse commune conformément à l'artic

§ 2. ...

§ 3. Les assemblées générales ...

La présence de tous les notaires de l'arrondissement ...

Il ne peut être pris de décision en assemblée générale que si les deux tiers au moins des notaires de l'arrondissement ...".

Article 22 quater.

Il est proposé de rédiger le § 1er comme suit :

" § 1er. L'intitulé suivant précède l'article 2 du même arrêté : "Attributions de la Chambre des notaires".

*
* *

Aux termes du 2° du § 2 de l'article 22quater nouveau proposé, la Chambre des notaires aurait pour mission de prévenir ou concilier tous différends d'ordre professionnel entre notaires, à l'exception des différends portant sur des droits civils et, "en cas de non conciliation, de statuer éventuellement, à la majorité absolue, sur requête de l'une des parties en cause, par voie d'arbitrage, avec le pouvoir d'amiable compositeur".

Pour trancher les différends qu'il prévoit, le projet impose ainsi, sans accord des parties mais à la requête d'une seule d'entre elles, un mode de solution de ces différends qu'il qualifie improprement d'arbitrage. En effet, le compromis qui est un élément essentiel de l'arbitrage (Code proc. civ., art. 1003 et 1028, 1°) fait ici défaut.

.../...

Le texte proposé ci-après traduirait plus adéquatement les intentions du Gouvernement :

"2° ... en cas de non-conciliation, de trancher le différend à la requete de l'une des parties, par une décision statuant en équité, acquise à la majorité absolue et non susceptible de recours".

Article 24bis.

L'article 15, alinéa 4, de l'arrêté du 2 nivôse an XII énonce :

"Ces délibérations, n'étant que de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline intérieure, ou de simples avis, ne seront, dans aucun cas, sujettes au droit d'enregistrement, non plus que les pièces y relatives".

Deux thèses pourraient être soutenues :

Selon la première, l'article 290 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aurait abrogé entièrement l'alinéa 4.

Selon une seconde thèse, l'article 290 précité n'aurait abrogé que la disposition fiscale de cet alinéa 4, le premier membre de phrase jusqu'aux mots "ou de simples avis" restant en vigueur.

Pour écarter toute incertitude quant à la portée abrogatoire de l'article 290 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et pour éviter toute contestation sur le caractère de décisions administratives qu'auraient ou non, au sens de l'article 29 projeté de l'arrêté du 2 nivôse an XII, les délibérations qualifiées "de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline intérieure,

.../...

ou de simples avis", il est proposé d'abroger expressément l'alinéa 4 de l'article 15 de l'arrêté du 2 nivôse an XII. Il appartiendra à l'organe compétent au sens de l'article 29 en projet de déterminer le caractère des actes soumis à sa censure.

Dans cette hypothèse, le § 1er de l'article 24bis nouveau devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. L'article 15, alinéa 4, et les articles 16 et 17 du même arrêté sont abrogés".

*
* *

Pour éviter une imprécision de terminologie, il est proposé d'écrire à l'article 18, alinéa 1er : "seront nommés par la Compagnie des notaires, en assemblée générale convoquée à cet effet".

Article 25,5.

L'article 29 nouveau devrait être précédé de l'intitulé suivant : "Communication des décisions, annulation et recours".

Voorstel tot wijziging van artikel 6 van de wet van 25 ventôse jaar XI.

Het amendement op artikel 4 van de wet van 25 ventôse jaar XI heef· tot gevolg dat de definitie van de standplaats van de notaris gekoppeld wordt aan die van het notariskantoor.

Het begrip kantoor, hetwelk artikel 4, tweede lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI bedoelt te omschrijven, verschilt van het begrip bureau, dat kan gelden voor het samenvoegen van personeel en werkmiddelen in eenzelfde lokaal.

Artikel 1bis maakt het de notarissen mogelijk buiten hun standplaats een van hun kantoor onderscheiden bureau te hebben. Artikel 6, 2°, van de wet van 25 ventôse jaar XI moet dan ook worden gewijzigd.

Voorgesteld wordt :

"Artikel ...

In artikel 6, 2°, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 213 van 13 december 1935, worden de woorden "of een bureel" geschrapt.

Artikel 1bis.

De amendementen maken niet duidelijk waar de Regering de tekst van artikel 1bis wil onderbrengen.

.../...

Het door de Senaat goedgekeurde ontwerp plaatst de met dat artikel overeenstemmende tekst in een nieuw artikel 7bis van de wet van 25 ventôse jaar XI. Het wil de Raad voorkomen dat die schikking dient te worden behouden.

De tekst van artikel 1bis zou derhalve moeten worden voorafgegaan door de volgende inleidende volzin :

"Artikel ...

In dezelfde wet wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 7bis. Onverminderd ....

Artikel 22bis (nieuw).

Ter wille van de eenvormigheid wordt voorgesteld de tekst tot wijziging van artikel 1 van het besluit van 2 nivôse jaar XII in eenzelfde vorm te stellen als de Regering gebruikt voor de artikelen 22 quater, 24bis en 24ter, en derhalve een afzonderlijke paragraaf te wijden aan de vervanging van het opschrift boven artikel 1.

De formule "burgerlijke rechtbank van eerste aanleg", die letterlijk overgenomen is uit het besluit van 2 nivôse jaar XII, stemt bovendien niet meer overeen met de huidige benaming van dat gerecht. De bedoeling van de Regering kan getrouwer worden weergegeven met "gerechtelijk arrondissement".

Voorgesteld wordt :

.../...

"Artikel 22bis. § 1. Het opschrift boven artikel 1 van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen wordt door het volgende opschrift vervangen : "Genootschap en kamer van notarissen".

§ 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.-

In ieder gerechtelijk arrondissement worden een genootschap met rechtspersoonlijkheid, waarin alle notarissen van het arrondissement zijn verenigd, en een kamer van notarissen voor hun inwendige tucht opgericht".

Artikel 22ter.

Zoals gedaan is voor artikel 22 quater, plaatse men een opschrift boven het nieuwe artikel 1bis van het besluit van 2 nivôse jaar XII.

Om alle bevoegdheden en taken die wettelijk aan het Genootschap van notarissen opgedragen zijn, in de §§ 1 en 2 van dat artikel 1bis samen te brengen, wordt bovendien voorgesteld § 1 zo aan te vullen dat daarin ook melding wordt gemaakt van de gemeenschappelijke beurs.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 22ter. § 1. Het volgende opschrift komt boven het in hetzelfde besluit ingevoegde artikel 1bis:"Bevoegdheden van het Genootschap van notarissen".

§ 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

/

"Artikel 1bis.-

§ 1.

1° ...

2° ...

3° ...

4° ... ,

5° de gemeenschappelijke beurs bewilligen overeenkomstig artikel 22.

§ 2. ...

§ 3. De algemene vergaderingen ...

Behoudens een verantwoorde en aanvaarde verontschuldiging, moet iedere notaris van het arrondissement op straffe van een tuchtmaatregel aanwezig zijn.

Op een algemene vergadering kan enkel een beslissing genomen worden indien ten minste twee derde van de notarissen van het arrondissement een gunstige stem uitbrengen".

Artikel 22quater.

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te lezen :

"§ 1. Het volgende opschrift komt boven artikel 2 van hetzelfde besluit : "Bevoegdheden van de Kamer van notarissen".

*

* *

..../....

Luidens 2° van § 2 van het nieuw voorgestelde artikel 22quater zou de Kamer van notarissen tot taak hebben "alle geschillen van professionele aard onder notarissen te voorkomen of bij te leggen ... met uitzondering van de geschillen met betrekking tot burgerlijke rechten", en "in geval van niet-verzoening, eventueel met volstrekte meerderheid van stemmen, te beslissen, op verzoek van een van de betrokken partijen, door middel van scheidsgerecht, met de bevoegdheden van een bemiddelaar".

Ten einde de bedoelde geschillen te beslechten, legt het ontwerp dus, zonder de instemming van partijen maar op verzoek van een van hen, een regeling op welke het ten onrechte als een beslissing van een "scheidsgerecht" beschouwt. Er is hier immers geen sprake van een compromis, dat een essentieel bestanddeel in het optreden van het scheidsgerecht is (Wetb. van Burg. Rechtsv., artikelen 1003 en 1028, 1°).

De hierna voorgestelde tekst zou de bedoeling van de Regering beter weergeven :

"2°.... in geval van niet-verzoening, het geschil op verzoek van een van de partijen naar billijkheid te beslechten, door een bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen beslissing waartegen geen beroep openstaat".

Artikel 24bis.

Artikel 15, vierde lid, van het besluit van 2 nivôse jaar XII bepaalt :

.../...

"Ces délibérations, n'étant que de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline intérieure, ou de simples avis, ne seront, dans aucun cas, sujettes au droit d'enregistrement, non plus que les pièces y relatives".

Twee stellingen zouden hier kunnen worden verdedigd :

Volgens de eerste zou artikel 290 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten het vierde lid geheel opgeheven hebben.

Volgens een tweede stelling zou dat artikel 290 alleen de fiscale bepaling van dat vierde lid opgeheven hebben, terwijl het eerste zinsdeel tot aan de woorden "ou de simples avis" van kracht zou zijn gebleven.

Om iedere onzekerheid over de strekking van artikel 290 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten als opheffingsbepaling weg te nemen en om iedere betwisting te voorkomen over de vraag of de "délibérations" die worden gekwalificeerd als "de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline intérieure, ou de simples avis" volgens het nieuw ontworpen artikel 29 van het besluit van 2 nivôse jaar XII al dan niet administratieve beslissingen zijn, wordt voorgesteld het vierde lid van artikel 15 van het besluit van 2 nivôse jaar XII uitdrukkelijk op te heffen. Het is zaak van het volgens het ontworpen artikel 29 bevoegde orgaan, de aard te bepalen van de aanhangig gemaakte handelingen.

.../...

In dat geval zou § 1 van het nieuwe artikel 24bis als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Artikel 15, vierde lid, en de artikelen 16 en 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven".

*
* *

Met het oog op grotere duidelijkheid in de terminologie leze men het eerste lid van artikel 18 als volgt : "... worden benoemd door het Genootschap van notarissen, in daartoe bijeengeroepen algemene vergadering".

Artikel 25.5.

Boven het nieuwe artikel 29 zou het volgende opschrift moeten komen : "Mededeling van de beslissingen, vernietiging en beroep".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.